

**THE WORLD BANK GROUP ARCHIVES**

**PUBLIC DISCLOSURE AUTHORIZED**

**Folder Title:** United Nations Development Program [UNDP] Project RAS/82/004 - Administration - 1982 / 1986

**Folder ID:** 30146437

**Dates:** 10/01/1982 - 11/30/1986

**Fonds:** Records of the Water Development Sector

**ISAD Reference Code:** WB IBRD/IDA WAT

**Digitized:** 9/4/2020

To cite materials from this archival folder, please follow the following format:  
[Descriptive name of item], [Folder Title], Folder ID [Folder ID], ISAD(G) Reference Code [Reference Code], [Each Level Label as applicable], World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States.

The records in this folder were created or received by The World Bank in the course of its business.

The records that were created by the staff of The World Bank are subject to the Bank's copyright.

Please refer to <http://www.worldbank.org/terms-of-use-earchives> for full copyright terms of use and disclaimers.



THE WORLD BANK

Washington, D.C.

© International Bank for Reconstruction and Development / International Development Association or

The World Bank

1818 H Street NW

Washington DC 20433

Telephone: 202-473-1000

Internet: [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

**PUBLIC DISCLOSURE AUTHORIZED**


WUD


UNDP Project RAS/82/004

Administration  
1982-1986



**DECLASSIFIED  
WITH RESTRICTIONS  
WBG Archives**

 **Archives**

 **30146437**

A1994-029 Other #: 2 167105B

WUD - United Nations Development Program [UNDP] Project RAS/82/004 -  
Administration - 1982 / 1986

BUDGET



# Record Removal Notice



|   |                                    |   |                                     |                          |
|---|------------------------------------|---|-------------------------------------|--------------------------|
| <b>File Title</b><br>United Nations Development Program [UNDP] Project RAS/82/004 - Administration - 1982 / 1986          |                                    | <b>Barcode No.</b><br><br>30146437  |                                     |                          |
| <b>Document Date</b><br>30 August, 1984   | <b>Document Type</b><br>Memorandum |   |                                     |                          |
| <b>Correspondents / Participants</b><br>To: Mr. Richard N. Middleton, Project Manager<br>From: Carmen del Castillo, WUDSR |                                    |   |                                     |                          |
| <b>Subject / Title</b><br>FINNIDA Account 1982-84   |                                    |   |                                     |                          |
| <b>Exception(s)</b><br>Financial Information (iv)   |                                    |   |                                     |                          |
| <b>Additional Comments</b>  |                                    | <p>The item(s) identified above has/have been removed in accordance with The World Bank Policy on Access to Information. This Policy can be found on the World Bank Access to Information website.</p> <table border="1"><tr><td><b>Withdrawn by</b><br/>Tonya Ceesay</td><td><b>Date</b><br/>19-May-16</td></tr></table> | <b>Withdrawn by</b><br>Tonya Ceesay | <b>Date</b><br>19-May-16 |
| <b>Withdrawn by</b><br>Tonya Ceesay   | <b>Date</b><br>19-May-16           |   |                                     |                          |



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT  
Projet régional pour l'Afrique

Accord de projet

Titre : Préparation de projets d'investissement dans le secteur  
de l'eau et de l'assainissement

Numéro : RAF/82/004

Durée : 33 mois  
octobre 1982-  
juin 1985

Organismes gouvernementaux coopérants : A déterminer dans les pays participants

Agence d'exécution : Banque mondiale

Date prévue pour le début du projet : octobre 1982

Contribution des gouvernements : à déterminer

Contribution du PNUD :  
\$ 1.000.000

Approuvé : \_\_\_\_\_  
Au nom de la Banque mondiale

Date : \_\_\_\_\_

Approuvé : \_\_\_\_\_  
Au nom du PNUD

Date : \_\_\_\_\_



## SECTION I CADRE JURIDIQUE

Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature par la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement. Les dispositions à prendre avec les pays participants seront fixées par échange de lettres entre chaque Gouvernement et l'Agence d'exécution.

## SECTION II A. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT

1. L'objectif à long terme est de soutenir l'effort mondial de la décennie 1980 en faveur du développement de systèmes d'alimentation en eau et d'assainissement qui permettra aux gouvernements participants d'assurer d'ici à 1990, à la plus grande partie de leur population, un approvisionnement en eau potable et des installations sanitaires adéquates.

### B. OBJECTIFS IMMEDIATS

1. En collaboration avec l'OMS, l'UNICEF et d'autres organismes internationaux et bilatéraux, aider les gouvernements des pays d'Afrique à identifier des projets d'investissement dans les secteurs de l'alimentation en eau et de l'assainissement.

2. Aider au lancement d'études de pré faisabilité et de faisabilité dans les secteurs de l'eau et de l'élimination des déchets.

3. Former du personnel local à la préparation de projets d'investissement.

4. Identifier les contraintes en matière de main-d'oeuvre et sur les plans institutionnel et financier qui font obstacle à la mise en oeuvre et à l'exécution des projets d'alimentation en eau et d'assainissement, recommander des procédures à adopter sur le plan de l'organisation et envoyer des activités de formation afin d'éliminer ces contraintes.

5. Identifier des sources de financement pour l'exécution d'études et l'élaboration de projets.

### C. CONSIDERATIONS PARTICULIERES

Le projet vient à son heure car il répond à ce que demandaient les pays qui ont participé à la Conférence des Nations Unies sur l'eau, d'avril 1977, à Mar del Plata. Ces demandes ont été formulées officiellement dans la Résolution sur l'approvisionnement en eau des collectivités (E/RES/2121 (LXIII)), qui a été approuvée ultérieurement par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 novembre 1980.

D. DONNEES GENERALES ET JUSTIFICATION

1. Le projet vise à surmonter les difficultés liées à une préparation insuffisante des projets, qui empêchent d'étendre les services d'assainissement et d'alimentation d'eau aux populations les plus pauvres. Le projet mettra à la disposition des gouvernements une équipe de techniciens qui les aidera à préparer les projets d'investissement dans ce secteur afin que ces projets puissent être menés à leur terme avec ou sans l'aide d'organismes extérieurs.

2. Les équipes du projet élaboreront les critères d'identification des projets, préciseront les renseignements à rassembler dans les études de pré faisabilité et de faisabilité, donneront leur avis sur l'importance relative à accorder aux différents aspects des études et sur la meilleure façon d'organiser celles-ci et de les soumettre aux donateurs potentiels. S'il est nécessaire de recourir aux services de consultants, les équipes du projet aideront à rédiger leur mandat, donneront leurs avis sur la procédure à suivre pour leur sélection ainsi que sur l'évaluation des propositions des consultants et participeront à la supervision de leur travail.

3. Le projet comprendra deux équipes réduites, l'une pour les pays d'Afrique de l'Est, l'autre pour ceux d'Afrique de l'Ouest. Chacune de ces équipes qui sera composée d'un ingénieur et d'un analyste financier sera secondée par du personnel national détaché qui sera formé grâce à des journées d'études spéciales ou à une formation en cours d'emploi afin qu'ils puissent préparer eux-mêmes des projets dans leur pays d'origine.

4. Dans la définition des critères qui présideront au choix des projets et à la définition des normes de service, l'accent sera mis au maximum sur les éléments qui reflètent le mieux les besoins des bénéficiaires et la mesure dans laquelle ceux-ci sont en mesure et acceptent de payer le fonctionnement des services. Les études de faisabilité garantiront que les projets seront conçus de manière à répondre aux besoins de la collectivité, tels qu'ils sont ressentis par ses membres. Ceci exigera que la population participe :

- i) à la fixation des niveaux de service; et
- ii) à l'évaluation de solutions de remplacement, compte tenu des questions de coût et de commodité, des incidences sur son état sanitaire et des impératifs en matière de fonctionnement et d'entretien.



5. Dans la recherche et le choix d'autres technologies, il sera tenu compte des résultats des projets de recherches entreprises dans d'autres parties du monde.

6. Les projets d'alimentation en eau et d'assainissement, lorsqu'ils sont couronnés de succès, présentent généralement les caractéristiques suivantes :

- i) l'importance que le Gouvernement lui-même attache à la réussite du projet et dont témoignent la clarté des objectifs et l'affectation garantie d'un personnel et de crédits suffisants.
- ii) la participation de la collectivité à la conception, à l'élaboration ainsi qu'au fonctionnement et à l'entretien du projet.
- iii) l'existence d'un organisme local d'exploitation efficace, doté comme il convient en personnel et bien géré, qui :
  - a) rassemble une base de données aux fins de planification, fixe les normes de service et les normes techniques appropriées et évalue fréquemment ses programmes.
  - b) exploite et entretient correctement les installations afin d'assurer la fiabilité du service.
  - c) applique un barème de redevances qui assure la viabilité financière du service.

7. Le coût de l'approvisionnement en eau et des installations sanitaires est un facteur tout aussi important que l'action du Gouvernement, la participation de la collectivité et l'adoption d'un cadre institutionnel adéquat. Pour que les populations urbaines et rurales pauvres puissent disposer d'un service d'alimentation en eau et de services d'hygiène qui soient financièrement à leur portée, il faut que ces services soient conçus selon des techniques qui réduisent de façon très sensible les dépenses d'investissement. Or, les dépenses d'investissement pour le raccordement complet d'un foyer par exemple, se situent généralement entre 50 et 150 dollars par tête pour l'eau et entre 150 et 300 dollars par tête pour le tout à l'égout, dépenses qui, de toute évidence, ne sont pas à la portée des groupes à faible revenu.

8. D'après les rapports d'enquêtes sur le terrain concernant l'évacuation des déchets, il existe de nombreuses solutions viables allant de la latrine à fosse au système complet de tout

à l'égoût. L'hygiène du milieu peut être très nettement améliorée par l'installation et un entretien approprié de systèmes coûtant trois à dix fois moins, par foyer, qu'un réseau d'assainissement traditionnel et - ce qui est tout aussi important - ces techniques permettent elles-mêmes d'améliorer la qualité des services à mesure que l'utilisateur est davantage à même de les utiliser et de les payer. De même, comme chacun le sait, les systèmes d'alimentation en eau par bornes-fontaines et par puits couverts équipés de pompes à main peuvent arrêter la propagation de la plupart des maladies d'origine hydrique et permettre en même temps des économies substantielles sur les coûts de distribution. L'équipe du projet devra donc s'employer en particulier à mettre au point des sous-projets appropriés et peu coûteux à l'intention des populations pauvres vivant à la limite des zones urbaines et rurales.

9. Le projet du PNUD, qui aidera à préparer et mettre au point des projets pouvant être largement reproduits ailleurs, fait suite également à une résolution adoptée à Mar del Plata, demandant une augmentation des fonds mis à la disposition des organismes internationaux de prêt afin que ceux-ci puissent agir plus activement dans le secteur de l'eau. Seule, une "réserve de projets" permettra un investissement rapide de ces fonds.

#### E. RESULTATS

1. Les résultats attendus du projet sont les suivants :
  - i) la constitution d'une documentation contenant suffisamment de données techniques, économiques, financières et institutionnelles pour permettre aux organismes de prêt et aux organismes donateurs nationaux et internationaux d'évaluer les projets;
  - ii) la préparation des plans et des estimations du coût des projets, la constitution d'un dossier de construction et l'évaluation de directives concernant le suivi des projets;
  - iii) l'adoption de principes d'action sectorielle, et de dispositions institutionnelles et la participation de la collectivité aux projets d'alimentation en eau et aux projets d'assainissement;
  - iv) la formation de consultants locaux et du personnel des organismes sectoriels à la sélection et à la conception des projets;
  - v) l'identification des sources de financement nécessaires à l'exécution des projets d'assainissement.

F. ACTIVITES

1. Les équipes qui seront composées d'un ingénieur et d'un conseiller financier à plein temps, secondés par du personnel national détaché, auront l'expérience de l'élaboration des projets d'alimentation en eau et des projets d'assainissement. Elles fourniront une aide et des conseils au personnel des organismes d'exécution et aux consultants locaux sur tous les aspects de la conception et de l'exécution des projets. Les consultants locaux nommés par les gouvernements effectueront les études techniques et travailleront avec les collectivités locales et les institutions d'exécution à la préparation des projets.

2. Les équipes du projet, les pouvoirs publics et les consultants locaux se réuniront pour fixer la marche à suivre, arrêter les plans, la présentation des rapports et les critères du suivi. Elles établiront les plans, les estimations de coûts et les dossiers nécessaires à l'exécution des projets. Les dispositions opérationnelles, y compris la fixation du montant des redevances, seront prises au cours des réunions avec les institutions locales.

3. Des propositions détaillées concernant l'exécution et le suivi des projets, accompagnées d'estimations de coûts, seront préparées et soumises à l'examen des organismes de financement.

G. CONTRIBUTIONS

a) Contribution des gouvernements : à établir pour chaque gouvernement participant.



b) Contribution du PNUD :

Pour le bureau Afrique de l'Est :

Personnel

|   |                 |
|---|-----------------|
| Ingénieur, 24 mois à 7.000 dollars par mois                     | 168.000 dollars |
| Analyste financier, 24 mois à 7.000 dollars<br>par mois         | 168.000 dollars |
| Consultants (détachés par les donateurs<br>bilatéraux et l'IIF) |                 |
| Personnel de soutien, 30 mois à 1.000 dollars<br>par mois       | 30.000 dollars  |
| Déplacements, 24 déplacements à l'intérieur<br>de la région     | 60.000 dollars  |

Contrats de sous-traitance

|  |                |
|--|----------------|
| Identifier le financement des<br>investissements | 10.000 dollars |
|--|----------------|

Formation

|  |                |
|--|----------------|
| Bourses (à financer selon le CIP établi pour<br>chaque pays) | 25.000 dollars |
|--|----------------|

Matériel de formation

|              |                |
|--------------|----------------|
| Non durables | 7.000 dollars  |
| Durables     | 10.000 dollars |
| Locaux       | 22.000 dollars |

Divers

|                |                      |
|----------------|----------------------|
| Rapports, etc. | <u>2.000 dollars</u> |
|----------------|----------------------|

|   |                               |
|---|-------------------------------|
| 30 mois au total pour le Bureau Afrique<br>de l'Est | <u><u>500.000 dollars</u></u> |
|---|-------------------------------|



Pour le Bureau Afrique de l'Ouest

Personnel

|  |                 |
|--|-----------------|
| Ingénieur, 24 mois à 7.000 dollars par mois                        | 168.000 dollars |
| Analyste financier, 24 mois à 7.000 dollars par mois               | 168.000 dollars |
| Consultants (détachés par des donateurs bilatéraux et par des IIF) |                 |
| Personnel de soutien, 30 mois à 1.000 dollars par mois             | 30.000 dollars  |
| Déplacements, 24 déplacements à l'intérieur de la région           | 60.000 dollars  |

Contrats de sous-traitance

|   |                |
|---|----------------|
| Identification du financement des investissements | 10.000 dollars |
|---|----------------|

Formation

|   |                |
|---|----------------|
| Bourses (à financer selon le CIP du pays) |                |
| Matériel de formation                     | 25.000 dollars |

Matériels

|              |                |
|--------------|----------------|
| Non durables | 7.000 dollars  |
| Durables     | 10.000 dollars |
| Locaux       | 22.000 dollars |

Divers

|                |                      |
|----------------|----------------------|
| Rapports, etc. | <u>2.000 dollars</u> |
|----------------|----------------------|

|  |                               |
|--|-------------------------------|
| 30 mois au total pour le Bureau Afrique de l'Ouest | <u><u>500.000 dollars</u></u> |
|--|-------------------------------|

H. PLAN DE TRAVAIL

Un plan de travail sera établi pour chacun des deux bureaux dans les trois mois qui suivront l'arrivée sur le terrain des premiers conseillers.

I. CADRE DE LA PARTICIPATION NATIONALE

Lors de la préparation du plan de travail, les équipes proposeront les moyens d'intégrer entièrement du personnel national au projet.

J. COMMUNICATIONS POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

Un important matériel d'aide au développement sera préparé pour encourager les collectivités à participer largement à la conception et à l'exécution des projets. Ces matériels (manuels techniques, brochures, manuels, films, etc.) feront l'objet d'une diffusion auprès du personnel technique et des communautés participantes.

K. CADRE INSTITUTIONNEL

1. Des institutions de contre-partie seront identifiées dans chacun des pays participants.

2. Il est prévu que l'équipe internationale pour l'Afrique de l'Est sera basée à Nairobi et l'équipe pour l'Afrique de l'Ouest à Abidjan. Elles coordonneront leurs activités avec celles des bureaux régionaux des autres organisations internationales agissant en faveur de la décennie de l'eau potable et de l'assainissement.

L. OBLIGATIONS ET CONDITIONS PREALABLES

Aucune.

M. AIDE FUTURE

Etant donné que les gouvernements participants voudront peut-être soutenir énergiquement les projets d'alimentation en eau et d'assainissement pendant la durée de la décennie, on peut prévoir qu'il sera demandé au PNUD de continuer à fournir son appui au-delà de 1985.

CALENDRIER DU SUIVI, DE L'EVALUATION ET DES RAPPORTS

A. Calendrier des examens

Le projet sera examiné périodiquement par le PNUD et la Banque mondiale selon les principes et procédures fixés par le PNUD.

B. Evaluation

Le projet sera évalué selon les principes fixés par le PNUD.

C. Rapports d'activité

Des documents techniques seront publiés en fonction des besoins. Il sera établi tous les six mois des rapports d'avancement des projets et des rapports financiers.

CONTRIBUTION DU PNUD  
(en dollars EU)

Région: Afrique  
Numéro du projet: RAF/82/004

Durée: 33 mois  
Octobre 1982-Juin 1985

Titre du projet: Préparation de projets d'investissement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement

|   | Total |           | 1982 |        | 1983 |         | 1984 |         | 1985 |         |
|---|-------|-----------|------|--------|------|---------|------|---------|------|---------|
|   | h/m   | \$        | h/m  | \$     | h/m  | \$      | h/m  | \$      | h/m  | \$      |
| <b>10. Personnel</b>  |       |           |      |        |      |         |      |         |      |         |
| 11.01 Ingénieur (E) <sup>a/</sup>                           | 24    | 168,000   |      |        | 12   | 84,000  | 12   | 84,000  |      |         |
| 11.02 Ingénieur (O) <sup>a/</sup>                           | 24    | 168,000   |      |        | 6    | 42,000  | 12   | 84,000  | 6    | 42,000  |
| 11.03 Analyste financier (E)                                | 24    | 168,000   |      |        | 6    | 42,000  | 12   | 84,000  | 6    | 42,000  |
| 11.04 Analyste financier (O)                                | 24    | 168,000   |      |        | 12   | 84,000  | 12   | 84,000  |      |         |
| 11.99 Total partiel pour le personnel:                      | 96    | 672,000   |      |        | 36   | 252,000 | 48   | 336,000 | 12   | 84,000  |
| 13.01 Personnel de soutien (E)                              |       | 30,000    |      |        |      | 12,000  |      | 12,000  |      | 6,000   |
| 13.02 Personnel de soutien (O)                              |       | 30,000    |      |        |      | 12,000  |      | 12,000  |      | 6,000   |
| 15.01 Déplacements (E)                                      |       | 60,000    |      |        |      | 16,000  |      | 36,000  |      | 8,000   |
| 15.02 Déplacements (O)                                      |       | 60,000    |      |        |      | 16,000  |      | 36,000  |      | 8,000   |
| 19. Total partiel:  |       | 852,000   |      |        |      | 308,000 |      | 432,000 |      | 112,000 |
| <b>20. Sous-traitance</b>                                   |       |           |      |        |      |         |      |         |      |         |
| 21. Recherche concernant le financement des investissements |       | 20,000    |      |        |      | 3,000   |      | 12,000  |      | 5,000   |
| 29. Total partiel   |       | 20,000    |      |        |      | 3,000   |      | 12,000  |      | 5,000   |
| <b>30. Formation</b>  |       |           |      |        |      |         |      |         |      |         |
| 31. Préparation du matériel de formation                    |       | 50,000    |      | 50,000 |      |         |      |         |      |         |
| 39. Total partiel   |       | 50,000    |      | 50,000 |      |         |      |         |      |         |
| <b>40. Matériels</b>  |       |           |      |        |      |         |      |         |      |         |
| 41.01 Durables (E)  |       | 7,000     |      |        |      | 2,000   |      | 4,000   |      | 1,000   |
| 41.02 Non durables (O)                                      |       | 7,000     |      |        |      | 2,000   |      | 4,000   |      | 1,000   |
| 42.01 Durable (E)   |       | 11,000    |      |        |      | 3,000   |      | 8,000   |      |         |
| 42.02 Non durable (O)                                       |       | 11,000    |      |        |      | 3,000   |      | 8,000   |      |         |
| 43.01 Locaux (E)  |       | 19,000    |      |        |      | 6,000   |      | 10,000  |      | 3,000   |
| 43.02 Locaux (O)  |       | 19,000    |      |        |      | 6,000   |      | 10,000  |      | 3,000   |
| 49. Total partiel   |       | 74,000    |      |        |      | 22,000  |      | 44,000  |      | 8,000   |
| <b>50. Divers</b>   |       |           |      |        |      |         |      |         |      |         |
| 51.01 Rapports et études (E)                                |       | 2,000     |      |        |      | 500     |      | 1,000   |      | 500     |
| 51.02 Rapports et études (O)                                |       | 2,000     |      |        |      | 500     |      | 1,000   |      | 500     |
| 59. Total partiel   |       | 4,000     |      |        |      | 1,000   |      | 2,000   |      | 1,000   |
| 99. Total pour le projet                                    |       | 1,000,000 |      | 50,000 |      | 334,000 |      | 490,000 |      | 126,000 |

<sup>a/</sup> Les services et fournitures mentionnés aux lignes impaires concernent le Bureau d'Afrique de l'Est, et ceux des lignes paires, le Bureau d'Afrique de l'Ouest. Les indications portées sous la rubrique sous-traitance et les matériaux de formation seront fournis aux deux bureaux par le siège de l'agence d'exécution.



Received 5/11/82  
File 610/86/004

8. Côte d'Ivoire - Abidjan (6-9 novembre 1981)

Le représentant résident du PNUD (M. Darboux) et le représentant résident adjoint (Programmes) (M. Wong Sin Wai) ont assisté à une réunion d'information sur le projet de récupération des ressources. M. Darboux m'a accompagné chez le Ministre de l'environnement, M. Tanoh, qui a proposé de réunir et de transmettre des renseignements de base (niveau III du projet). La plupart de ces renseignements seront fournis par M. Robert, consultant auprès de la Société d'équipement des terrains urbains (SETU), et M. Castela, Société industrielle des transports automobiles africains (SITAF), qui étaient respectivement responsables de l'assainissement et de l'enlèvement des ordures au Ministère des travaux publics. M. Robert a en outre été mis au courant des alternatives, en matière d'assainissement, aux égouts conventionnels, trop coûteux, dont la première phase (collecteur) a coûté 4 milliards de francs CFA (16 millions de dollars) et la deuxième phase (collecteurs et branchement résidentiels) 13,5 milliards de francs CFA (64 millions de dollars) et qui desservent 20 à 25 % de la population.

M. Castela a décrit les services actuels d'enlèvement des ordures de la municipalité. Ceux-ci sont assurés par un sous-traitant employant 500 hommes, qui passent deux fois par jour, sept jours par semaine, et enlèvent environ 80 % des ordures. Les rues principales sont balayées mécaniquement tous les jours, les rues secondaires moins souvent. Environ 20 % des 600 km de rues sont impraticables pendant la saison des pluies (juillet-octobre). L'enlèvement des ordures coûte 1,5 milliard de francs CFA (6 millions de dollars) par an. Nous sommes allés visiter une usine de fabrication de compost de 50 tonnes par jour, comprenant broyage grossier et séparation magnétique des matières non décomposables, broyage fin du type Tollemache et andains couverts avec retournement à la machine toutes les semaines ou toutes les deux semaines. Il paraît que 45 000 tonnes par an de compost sont produites, pour un prix de revient d'environ 6 000 francs CFA (24 dollars) la tonne. Ce compost est vendu 3 000 francs CFA (12 dollars) la tonne. La décharge municipale, d'une superficie de 90 ha et d'une profondeur maximum de 40 mm, est en service depuis 1965 et on peut dire qu'elle est pleine. Personne ne faisait de récupération à la décharge, qui était saturée par des pluies récentes. La récupération à Abidjan est pratiquée par des groupements indéterminés qui se spécialisent dans les métaux ferreux, le papier, les matières plastiques ou les récipients de verre.

9. Mali - Bamako (10-11 novembre 1981)

M. Ben Amara Taoufik, représentant résident adjoint du PNUD (Programmes) a indiqué qu'il y avait des chances d'obtenir un financement au titre des CIP surtout pour ce qui est des matériaux de construction (Projet ML/80/001/B/01/56 du PNUD, voir Annexe 4). M. Kariba Traoré, de la Direction nationale de l'urbanisme et de la construction, a confirmé qu'on s'intéressait au recyclage de l'énergie pour la fabrication de matériaux de construction. On a déterminé que l'énergie était un élément critique dans la fabrication du ciment, des briques et des ronds à béton. Seuls l'énergie solaire et le biogaz semblent pouvoir répondre partiellement aux besoins. Quoi qu'il en soit, on cherche généralement à compenser en partie les dépenses d'enlèvement des ordures ménagères et communautaires par la production de biogaz. Dans l'immédiat il faudrait procéder à des études sur les déchets et sur l'énergie.

Des représentants des Ministères de la santé et de l'agriculture ont également assisté aux réunions d'information et ont proposé leur concours pour le rassemblement de données de base (niveau III du projet). Les contacts ultérieurs seront assurés par M. Taoufik.

10. L'échéancier du projet de récupération des ressources prévoit maintenant 1) d'ici à avril 1982, organisation des données de base; 2) d'ici au 30 juin 1982, sélection de 10 ou 12 collectivités pour une étude et une analyse approfondies; et 3) d'ici au 31 décembre 1982, sélection des sites de démonstration du projet. Ces dates limites seront difficiles à respecter à Bamako.

PERSONNEL



## Internationale stillinger herunder stillinger i udviklingslandene

Nr. 44 af 27. november 1986.

»Internationale stillinger« udkommer hver uge, er gratis og kan bestilles ved indsendelse af nedenstående kupon.

Ved eftertryk bedes angivet fuldstændigt kodenummer, ansøgningsfrist, den internationale organisation og/eller den danske institution hvorunder stillingsopslaget hører, samt stillingens art, d.v.s. bilateral ekspert, multilateral ekspert eller international stilling.

Stillingsbeskrivelser, ansøgningskemaer samt brochuren »Udsendt af Danida« kan rekvireres telefonisk på det i det

pågældende stillingsopslag anførte telefonnummer ved opgivelse af journalnummer og kodenummer.

Udgives af:  
Danida  
Udenrigsministeriets departement  
for internationalt  
udviklingssamarbejde

Rotaprint:  
Tutein & Koch  
Farvergade 8  
1463 København K

Ansvarshavende: Chefen for Danida.

### MULTILATERALE EKSPERTSTILLINGER

PLEASE NOTE THAT ALL NON-DANISH APPLICANTS FOR MULTILATERAL EXPERT AND SECRETARIAT POSITIONS SHOULD APPLY THROUGH THEIR NATIONAL RECRUITMENT SERVICES, AND NOT TO DANIDA.

#### 104.L.12. THE WORLD BANK

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| Job Title                   | MUNICIPAL/OPERATIONS AND MAINTENANCE (O&M) ENGINEER, Sector Development Team, Eastern Africa (SDT/E).   |
| Reporting to                | The incumbent will report to the SDT/E Team Manager.  |
| Duty Station                | Nairobi, Kenya. Extensive travel will be required within the Eastern Africa Region. On occasions, travel will be required outside the region.   |
| Duties and Responsibilities | <p>The Municipal/Operations and Maintenance (O&amp;M) Engineer will work as a member of the Sector Development Team to help meet the Team objectives which are to enhance sector development of the collaborating governments, and strengthen agency capacity to plan and implement broad-based sector programs to improve water supply and sanitation service levels and enhance the operating efficiency of sector institutions. The incumbent will bring to the team municipal engineering and in particular operations and maintenance skills. The incumbent will, in particular, advise and assist national institutions and staff on:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>(a) sector analysis, investment planning, and project preparation;</li><li>(b) developing criteria for project selection, including the establishment of appropriate service levels and standards and assessment of priorities giving emphasis to related economic, social and health aspects;</li><li>(c) project preparation, including assessment of required manpower and training needs, project timing, investment, operating and maintenance costs; technical, organizational and economic aspects; the identification and mobilization of financing sources; and, the sectoral planning framework most appropriate for effective implementation;</li><li>(d) collecting information required for project appraisal by donor agencies; initiating engineering and other studies; mobilizing needed technical assistance; selecting consultants, evaluating proposals, supervising consultants and reviewing draft studies.</li><li>(e) planning and preparation of water supply and sanitation programs, giving particular attention to the scope for upgrading and rehabilitation and minimizing operating complexity and maintenance requirements;</li><li>(f) the technical choices required to provide the most cost-effective range of services; and</li><li>(g) the design and implementation of training programs to improve operations and maintenance capacity.</li></ul> |



**Qualifications and Experience** The Municipal/Operations and Maintenance (O&M) Engineer shall have a degree at Bachelor level in Engineering, and preferably have specialized at Masters level in engineering, management, economics, or development.

The incumbent should have experience in operations and maintenance of water supply and sanitation or municipal systems, including experience in the design and implementation of operations and maintenance programs. LDC experience is required, and familiarity with World Bank Operations would be an advantage.

The incumbent must be fluent in English and have strong and proven writing and verbal skills in English. Similar skills in French would be an advantage.

**Background** As part of the joint UNDP/World Bank efforts to support the International Drinking Water Supply & Sanitation Decade, a multi-disciplinary Sector Development Team (SDT) has been formed, with support from UNDP (through RAF/82/004) and a number of bilateral agencies. The Team is based in Nairobi and will support sector development in Eastern Africa. The SDT will assist governments in the region to:

- (a) develop sound sector policies and investment programs;
- (b) identify and prepare investment projects; and
- (c) locate sources of financing for projects.

It will collaborate with multilateral and bilateral agencies active in the water/sanitation sector and identify, prepare, and, in some cases, provide support and technical backstopping to technical cooperation projects.

The major thrust of the SDT work in Eastern Africa will focus on improving water supply and sanitation. Work will be carried out within the broad development context of housing, urban and rural development, and urban resettlement programs.

The Team will comprise the following:

- SDT Manager/Sanitary Engineer;
- Financial Analyst;
- Municipal/Operations and Maintenance (O&M) Engineer (this Post)
- Sanitation Planning Engineer;
- Engineering Economist.

Ansættelsen, der foreløbig er for 2 år, sker på FN-vilkår efter kvalifikationer.

**Ansøgningsfrist** 9. januar 1987.

Ansøgningskema rekvireres fra Danida, tlf. (01) 92 02 24 og (01) 92 10 20.

## Sekretariatsstillinger

U N E S C O  
=====

|                      |                |  |
|----------------------|----------------|--|
| LA/RP/JAM/<br>ED/001 | Post           | SUB-REGIONAL EDUCATION ADVISER FOR THE CARIBBEAN (P-5)   |
|                      | Duty Station   | Unesco Representative's Office in the Caribbean, Kingston, Jamaica.  |
|                      | Qualifications | (a) university degree in educational sciences or equivalent;<br>(b) experience at high level as educational generalist, with good understanding of educational planning and administration and of the interrelationships between education and socio-economic and cultural development;<br>(c) knowledge of the region, preferably including development in formal and non-formal education in the Caribbean;<br>(d) direct experience in or knowledge of international technical co-operation principles and mechanisms;<br>(e) knowledge of Unesco's programme in education would be an asset;<br>(f) excellent knowledge of English, knowledge of French and/or Spanish an asset. |
|                      | Closing Date   | 23. december 1986.   |



# Record Removal Notice



|   |                                    |   |                                     |                          |
|---|------------------------------------|---|-------------------------------------|--------------------------|
| <b>File Title</b><br>United Nations Development Program [UNDP] Project RAS/82/004 - Administration - 1982 / 1986  |                                    | <b>Barcode No.</b><br><br>30146437  |                                     |                          |
| <b>Document Date</b><br>01 April, 1986  | <b>Document Type</b><br>Memorandum |   |                                     |                          |
| <b>Correspondents / Participants</b><br>To: Mr. J. Buky, Chief, EAPWU<br>From: Geoffrey Read, Acting Chief, EAPWU |                                    |   |                                     |                          |
| <b>Subject / Title</b><br>SST/East Africa: Financial Analyst Position (VIS ESA 065)                               |                                    |   |                                     |                          |
| <b>Exception(s)</b><br>Personal Information   |                                    |   |                                     |                          |
| <b>Additional Comments</b>  |                                    | <p>The item(s) identified above has/have been removed in accordance with The World Bank Policy on Access to Information. This Policy can be found on the World Bank Access to Information website.</p> <table border="1"><tr><td><b>Withdrawn by</b><br/>Tonya Ceesay</td><td><b>Date</b><br/>19-May-16</td></tr></table> | <b>Withdrawn by</b><br>Tonya Ceesay | <b>Date</b><br>19-May-16 |
| <b>Withdrawn by</b><br>Tonya Ceesay   | <b>Date</b><br>19-May-16           |   |                                     |                          |



MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT

PARIS, LE 19 février 1986

*Direction des Politiques du Développement*

Référence à rappeler  
DPL/SED/SEC N°

Dossier suivi par  
M. Gilles GUILLAUD  
Tél. 47 83 12 66

Monsieur,

Comme suite à mon telex, veuillez trouver,  
ci-joint, le curriculum vitae de M. Michel GUIDI.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance  
de ma considération distinguée.

G. GUILLAUD.

Monsieur Michael COHEN  
The World Bank  
1818 H Street N.W.  
Washington D.C.  
20433 U.S.A.





# Record Removal Notice



|  |                              |   |                                     |                          |
|--|------------------------------|---|-------------------------------------|--------------------------|
| <b>File Title</b><br>United Nations Development Program [UNDP] Project RAS/82/004 - Administration - 1982 / 1986 |                              | <b>Barcode No.</b><br><br>30146437  |                                     |                          |
| <b>Document Date</b><br>19 February, 1986  | <b>Document Type</b><br>Form |   |                                     |                          |
| <b>Correspondents / Participants</b><br>Michel Guidi   |                              |   |                                     |                          |
| <b>Subject / Title</b><br>Personal History Form  |                              |   |                                     |                          |
| <b>Exception(s)</b><br>Personal Information  |                              |   |                                     |                          |
| <b>Additional Comments</b>   |                              | <p>The item(s) identified above has/have been removed in accordance with The World Bank Policy on Access to Information. This Policy can be found on the World Bank Access to Information website.</p> <table border="1"><tr><td><b>Withdrawn by</b><br/>Tonya Ceesay</td><td><b>Date</b><br/>19-May-16</td></tr></table> | <b>Withdrawn by</b><br>Tonya Ceesay | <b>Date</b><br>19-May-16 |
| <b>Withdrawn by</b><br>Tonya Ceesay  | <b>Date</b><br>19-May-16     |   |                                     |                          |

RAF/82/004

CC: Messrs. Hvidsvort, Dux, ~~Broas~~, ~~Kjeller~~ ...  
Read, Rasmussen, Skytte

**MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS**

Mr. Michael A. Cohen  
Adviser  
Operations Policy and Research  
Water Supply and Urban Development Dept  
The World Bank  
1818 H. Street, N.W.  
Washington, D.C. 20433  
U.S.A.

ASIATISK PLADS 2  
DK-1448 KØBENHAVN K  
DENMARK  
TEL.: (01) 92 00 00  
TELEX: 31292 ETR DK  
CABLES: ETRANGERES

Encl. Dept./Div. \_\_\_\_\_ Ref. 104.B.41/1 Date February 24, 1986.

When replying, please write Dept. & Div. on envelope.

| Dear Mr. Cohen,

Re: Sector Development Teams for Sub-Saharan African

Thank you for sending me the World Bank's paper "Accelerating Decade Implementation in Sub-Saharan Africa" dated January 31, 1986.

As you, no doubt, are aware, my colleagues and I had a good opportunity for initial discussions on the mentioned paper during the meeting in DANIDA on February 3, 1986 with the two representatives of the Technology Advisory Group (TAG): Mr. Geoffrey H. Read, Acting Project Manager for TAG, and Mr. R. Boydell, Resident TAG Adviser in Zimbabwe.

DANIDA is basically in agreement with you about the two critical challenges for the rest of the IWSSD, as you state in the paper: "to accelerate the pace of implementation and to build local capacity to plan and implement services".

DANIDA has already been able to increase the disbursement of bilateral funds to the water and sanitation sector from about 7% of our total bilateral programme per year on average before the Decade to 15% for 1985, and a similar percentage is expected for 1986.

It means that where DANIDA on average financed water and sanitation projects at an amount of 100 mill. D.Kr. per year in the late 1970'ies, we have now - also due to increases in our general funding - reached a level of 350-400 mill. D.Kr. for each of the years of 1985 and 1986 for water and sanitation projects.

This encouraging development has partly materialized because the recipient countries have been able to present better prepared project proposals than before and generally because they have attached higher priorities to the water and sanitation sector on account of the

Decade.

In this respect, we are encouraged by the decision of the UNDP and the World Bank to establish two Sector Development Terms (SDT) in Abidjan and Nairobi respectively by upgrading and extending the previous Project Preparation Units (PPU) in Abidjan and Nairobi, and we understand that one SDT for Asia may also follow later. DANIDA has already benefitted from support by the PPU in Colombo during the yearly review of the rural water supply and sanitation programme in Matale and Polonnaruwa districts in Sri Lanka during 1985, and also from assistance from the PPU in Nairobi in connection with an appraisal of a sewerage connection project for 4 smaller towns in Kenya also in 1985.

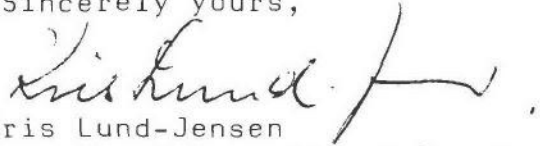
As it was explained to Messrs. Read and Boydell, DANIDA has some difficulties in supporting directly the TAG programme with a financial contribution as suggested in your earlier telex of October 1, 1985. DANIDA would, however, be prepared to recruit and finance one sanitary engineer economist to be made available to TAG for its programme in Eastern and Southern Africa and to be based at the SDT in Nairobi. Besides paying the salary etc. on DANIDA terms for the expert, DANIDA will also be prepared to finance travelling expenses in the region for the expert to an extent mutually agreed upon. We expect TAG to prepare a job description and to take part in interviews of potential candidates in Copenhagen. Furthermore, DANIDA agrees to finance a training tour for the selected candidate to TAG Washington for approximately one month.

DANIDA sees these possibilities as an illustration of the agreed donor coordination and looks forward to being able to draw on the expertise of TAG and the SDTs - especially on the DANIDA supported low-cost sanitation projects in Zimbabwe and Malawi and for certain research and training aspects on the earlier mentioned sewerage connection project for four smaller towns in Kenya. Towards the end of 1986, we might also ask for the assistance of the SDT in Nairobi in connection with an evaluation of the implementation of water master plans in Iringa, Mbeya and Ruvuma regions in Tanzania which have been ongoing since 1983. Donor coordination in some parts of West Africa may also be relevant to some extent.

DANIDA appreciates the opportunities for the collaboration which we have had with the World Bank in the water and sanitation sector during the previous years

and looks forward to further cooperation through the setting-up of SDIs in the future.

Sincerely yours,

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "Kris Lund-Jensen".

Kris Lund-Jensen

Deputy Undersecretary for International Development



Technology Advisory Group  
UNDP Interregional Project INT/81/047:  
Development and Implementation of Low-cost Sanitation Investment Projects

Staff

OFFICE MEMORANDUM

TO: Distribution  
FROM: John Courtney, Acting Chief WUDWS  
SUBJECT: RAF/82/004 Nairobi

DATE: February 7, 1986

1. Please find attached a copy of the travel request for Lars Rasmusson, EMPWS. It has been agreed that the Regional Africa project RAF/82/004 will cover 30% of his mission because of his work with the Sector Development team (SDT) for Nairobi.

JCourtney:11

Cleared and cc: Mr. Bruce Gross

Distribution: Ms. Carmen del Castillo, WUD  
Mr. Lars Rasmusson, EMPWS



# Record Removal Notice



|  |                              |   |                                     |                          |
|--|------------------------------|---|-------------------------------------|--------------------------|
| <b>File Title</b><br>United Nations Development Program [UNDP] Project RAS/82/004 - Administration - 1982 / 1986 |                              | <b>Barcode No.</b><br><br>30146437  |                                     |                          |
| <b>Document Date</b><br>07 February, 1986  | <b>Document Type</b><br>Form |   |                                     |                          |
| <b>Correspondents / Participants</b><br>Lars Rasmusson   |                              |   |                                     |                          |
| <b>Subject / Title</b><br>Operational Travel Request   |                              |   |                                     |                          |
| <b>Exception(s)</b><br>Personal Information<br><br>Corporate Administrative Matters                              |                              |   |                                     |                          |
| <b>Additional Comments</b>   |                              | <p>The item(s) identified above has/have been removed in accordance with The World Bank Policy on Access to Information. This Policy can be found on the World Bank Access to Information website.</p> <table border="1"><tr><td><b>Withdrawn by</b><br/>Tonya Ceesay</td><td><b>Date</b><br/>19-May-16</td></tr></table> | <b>Withdrawn by</b><br>Tonya Ceesay | <b>Date</b><br>19-May-16 |
| <b>Withdrawn by</b><br>Tonya Ceesay  | <b>Date</b><br>19-May-16     |   |                                     |                          |

## OFFICE MEMORANDUM

January 24, 1986

TO : Mr. Lars Rasmusson, EMPWS

FROM : *Jozsef B. Buky*  
Jozsef B. Buky, Chief, EAPWU

SUBJECT : KENYA - Sector Development Team (SDT) for Eastern Africa  
Initial Mission

1. You should, as Field Manager Designate for SDT, proceed from Istanbul (separate terms of reference) to visit Nairobi from February 22 to March 2, 1986. During your stay with the assistance of Mr. T. Skytta you should:

- (i) meet Mr. J. Adams, Director RMEA and familiarize yourself with the working environment at the resident mission and discuss any staffing questions;
- (ii) discuss the work program in general and in particular for Kenya;
- (iii) meet with Kenyan Government officials and representatives from UNDP and bilateral agencies;
- (iv) meet with the representatives (those in Kenya only) from the Handpump Program and TAG to discuss their particular functions and work program; and
- (v) discuss any steps to be taken for your taking over of the SDI.

2. At your return to headquarters, and by approximately March 17, we should meet and discuss your findings and observations.

cc: G.Read (WUD); T. Skytta (Nairobi, Kenya)

LRasmusson/an



# Record Removal Notice



|  |                                    |   |                                     |                          |
|--|------------------------------------|---|-------------------------------------|--------------------------|
| <b>File Title</b><br>United Nations Development Program [UNDP] Project RAS/82/004 - Administration - 1982 / 1986             |                                    | <b>Barcode No.</b><br><br>30146437  |                                     |                          |
| <b>Document Date</b><br>23 December, 1985  | <b>Document Type</b><br>Memorandum |   |                                     |                          |
| <b>Correspondents / Participants</b><br>To: Ms. D. Foster, PMDT4<br>From: A. Amir Al-Khafaji, WAPWS and Geoffrey Read, WUDWS |                                    |   |                                     |                          |
| <b>Subject / Title</b><br>Appointment of Mr. Gunter Heyland to the PPU Unit in Abijan  |                                    |   |                                     |                          |
| <b>Exception(s)</b><br>Personal Information  |                                    |   |                                     |                          |
| <b>Additional Comments</b>   |                                    | The item(s) identified above has/have been removed in accordance with The World Bank Policy on Access to Information. This Policy can be found on the World Bank Access to Information website. |                                     |                          |
|  |                                    | <table border="1"><tr><td><b>Withdrawn by</b><br/>Tonya Ceesay</td><td><b>Date</b><br/>19-May-16</td></tr></table>  | <b>Withdrawn by</b><br>Tonya Ceesay | <b>Date</b><br>19-May-16 |
| <b>Withdrawn by</b><br>Tonya Ceesay  | <b>Date</b><br>19-May-16           |   |                                     |                          |





# Record Removal Notice



|  |                                    |   |                                     |                          |
|--|------------------------------------|---|-------------------------------------|--------------------------|
| <b>File Title</b><br>Water Supply and Sanitation Sector Development - UNDP General - Asia Region - PX01782 - Correspondence - RAS/86/160 - January 1990 - June 1990 - East Asia - First Semester |                                    | <b>Barcode No.</b><br><br>30283159  |                                     |                          |
| <b>Document Date</b><br>19 January, 1990   | <b>Document Type</b><br>Memorandum |   |                                     |                          |
| <b>Correspondents / Participants</b><br>To: Bruce Gross, WUDOR<br>From: Philip Owusu, Investment Projects Advisor, WAP/WUD   |                                    |   |                                     |                          |
| <b>Subject / Title</b><br>Annual Performance Review Report of Administrative Secretary for RAF/82/004 and INT/81/026 Projects  |                                    |   |                                     |                          |
| <b>Exception(s)</b><br>Personal Information  |                                    |   |                                     |                          |
| <b>Additional Comments</b>   |                                    | The item(s) identified above has/have been removed in accordance with The World Bank Policy on Access to Information. This Policy can be found on the World Bank Access to Information website. |                                     |                          |
|  |                                    | <table border="1"><tr><td><b>Withdrawn by</b><br/>Tonya Ceesay</td><td><b>Date</b><br/>19-May-16</td></tr></table>  | <b>Withdrawn by</b><br>Tonya Ceesay | <b>Date</b><br>19-May-16 |
| <b>Withdrawn by</b><br>Tonya Ceesay  | <b>Date</b><br>19-May-16           |   |                                     |                          |



Typewritten  
Character  
Must Fall  
Completely in  
Box

PAGE  
OF

OFFICIAL DEPT DIV  
ABBREVIATION  
61782

MESSAGE NUMBER

TEST NUMBER  
(FOR CASHIER'S USE ONLY)

Grid for message number

Grid for test number

START  
HERE

3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22

BOOK OF THREE

MINISTRY OF HEALTH  
BLAIR RESEARCH LABORATORY  
NORTH AVENUE  
P.O. BOX 8105  
CAUSEWAY  
ZIMBABWE

ATTENTION MR PETER MORGAN

FULL RATE CABLE

INTBAFRAD

TELEX: 963-22022

NAIROBI, KENYA

ATTENTION MR LOOS FOR MR SKYTТА

UNDEVPRO

TELEX: 4668 ZW

HARARE, ZIMBABWE

ATTENTION MR AMBATCHEW

END  
OF  
TEXT

PINK AREA TO BE LEFT BLANK AT ALL TIMES

INFORMATION BELOW NOT TO BE TRANSMITTED

|  |                                    |           |
|--|------------------------------------|-----------|
| CLASS OF SERVICE                       | TELEX NO                           | DATE      |
| SUBJECT                                | DRAFTED BY                         | EXTENSION |
| CLEARANCES AND COPY DISTRIBUTION       | AUTHORIZED BY (Name and Signature) |           |
|  | DEPARTMENT                         |           |
| SECTION BELOW FOR USE OF CABLE SECTION |                                    |           |
| CHECKED FOR DISPATCH                   |                                    |           |